DIAL 2748

CHILI - Les opinions sur l'économie du cardinal Errázuriz

Alvaro Ramis

jeudi 16 septembre 2004, mis en ligne par [Dial](#)

Les déclarations du cardinal Francisco Javier Errázuriz au journal allemand [Frankfurter Allgemeine](#) sur l'économie chilienne, ont suscité une polémique en raison de l'importance donnée à cette déclaration par le journal chilien [El Mercurio](#) de décembre 2003. Rappelons que le cardinal Errázuriz est archevêque de Santiago et président du [CELAM](#) (Conférence des évêques latino-américains). Les questions soulevées portent sur les positions du cardinal face à l'actuel modèle économique chilien, et sur le rôle qu'il attribue à la politique économique menée sous la dictature du général Pinochet. Article de Alvaro Ramis, paru dans [Pastoral Popular](#), mars-avril 2004.

Genèse d'un fait politico-médiatique : la plume tendancieuse de El Mercurio

D'un côté, il faut situer la polémique dans un contexte médiatique, car les silences, les insistances et les omissions de la presse chilienne rendent complexe l'analyse. L'interview accordée par le cardinal au journal allemand est bien plus longue que les extraits choisis par El Mercurio. Elle comporte des références très intéressantes aux revendications des peuples autochtones, une reconnaissance de la situation de pauvreté qui affecte encore une grande partie de la population chilienne et, d'une manière générale, montre une intention, de la part de l'archevêque, de promouvoir des changements sociaux dans notre pays. Dans cette optique, le cardinal Errázuriz apprécie la coopération internationale pour une bonne raison : l'indépendance que l'Eglise catholique acquiert quand elle peut disposer de ressources qui ne correspondent pas aux donations des grands groupes économiques locaux. Pour illustrer cette idée, le cardinal utilise un dicton traditionnel allemand : « Celui qui me donne le pain me dicte la chanson. » Enfin, le cardinal cite l'économiste Joseph Stiglitz, l'un des plus célèbres critiques du néolibéralisme, quand il reconnaît que les marchés mondiaux entraînent une mondialisation asymétrique.

Mais le point à l'origine de la polémique réside dans l'affirmation de l'archevêque selon laquelle le fait que son pays soit « dans une situation nettement meilleure que celle de presque tous les autres pays d'Amérique du Sud dans les domaines économique et même politique est la conséquence - non pas lointaine, mais directe - des réformes économiques qui ont eu lieu sous Pinochet. » La raison de ce succès, d'après Errázuriz, vient de ce que « les putschistes chiliens n'ont pas eu l'ambition de réussir en tant que spécialistes en économie. » El Mercurio a traduit cette phrase avec une tonalité différente : « Ils n'ont pas eu l'ambition de réussir en tant qu'hommes d'affaires. » El Mercurio essayait-il, avec cette phrase, de faire dire à l'archevêque que les putschistes chiliens n'ont pas essayé de se constituer une fortune personnelle grâce à leurs fonctions, à la différence des militaires d'autres pays latino-américains ? Ces différences subtiles montrent qu'El Mercurio essaie de faire naître une interprétation volontairement tendancieuse de l'information.

Ce que le cardinal affirme, c'est que les militaires chiliens ont fait appel à des spécialistes pour réaliser les réformes économiques : « Ils ont laissé l'économie aux mains d'experts, y compris souvent des Argentins. » Et ces réformes néolibérales n'ont pu être réalisées que dans un contexte spécial :

« Semblables réformes ne sont possibles que dans une dictature. »

Après ces déclarations, El Mercurio va hardiment transformer ces points de vue en un fait politique. « C'est en grand défenseur de la gestion de l'économie pendant le gouvernement militaire qu'est apparu en Allemagne le cardinal archevêque de Santiago. » (El Mercurio, dimanche 28 décembre 2003).

« Le général d'armée à la retraite Guillermo Garín a soutenu que les paroles du cardinal Errázuriz reflètent une vérité de la taille d'une cathédrale. » (El Mercurio, lundi 29 décembre 2003).

« De même, le sénateur institutionnel, Jorge Martinez Busch, a dit que le cardinal professe une vérité qu'en général au Chili le monde politique n'a pas voulu reconnaître. » (El Mercurio, lundi 29 décembre 2003).

Finalement, après un démenti initial du Bureau d'information de l'archevêché, le cardinal, dans des déclarations faites à Arica, réaffirme ses jugements politiques et économiques divulgués dans la presse nationale. Mais, en même temps, il souligne le caractère « d'opinion personnelle » que revêtent ces points de vue. « Ce sont mes opinions, exprimées à l'occasion d'une interview, lors d'un bref passage en Allemagne. Ce que j'ai dit est l'évidence du siècle : effectivement, les mesures prises par le gouvernement militaire dans le domaine économique ont montré que la macro-économie chilienne, les exportations, les diversifications, la pénétration de nombreux marchés étaient des progrès que tous les autres gouvernements ont conservés. » (La Estrella de Arica, lundi 5 janvier 2004)

« L'évidence du siècle » selon le cardinal

S'il est injustifiable de faire apparaître le cardinal Errázuriz comme un défenseur de la gestion de l'économie par la dictature, comme l'a prétendu El Mercurio, il est également certain que pour l'archevêque l'économie chilienne actuelle est un succès. Pour lui, c'est là « l'évidence du siècle ». Et ce succès, quelle que soit la dureté de la dictature qui a planifié cette économie, est le fruit de la politique suivie par le gouvernement de Pinochet.

Tout d'abord, « les opinions exprimées à l'occasion » par l'archevêque, quoiqu'elles ne signifient pas un soutien éthique explicite au modèle néolibéral, incitent bien à penser que le cardinal ne fait pas la distinction entre la fin et les moyens. Est-il acceptable que l'augmentation des « exportations, les diversifications, la pénétration de nombreux marchés » aient été réalisées au prix du sang versé sous et par un régime despotique ? Cette contradiction ne semble pas avoir été assumée dans son analyse.

Ensuite, l'archevêque a aussi tendance à « naturaliser » les processus économiques. C'est-à-dire -comme les mesures néolibérales ont été appliquées par des experts, des « scientifiques », et non par des militaires - que ces réformes apparaissent comme l'application de lois naturelles, non pas idéologiques, non polluées par leurs effets politiques et sociaux et libres des intérêts de classe qui en sont l'origine. Enfin, l'archevêque se fait l'écho du discours triomphaliste qui affirme que le Chili est l'exception en Amérique latine. Dans le contexte des crises argentine et bolivienne et de l'instabilité de la région en général, le Chili se voit lui-même comme un cas réussi : il signe un TLC (Traité de libre-échange) avec les Etats-Unis, sa croissance est de 3,2 % avec une inflation très basse, le prix du cuivre augmente, il a la stabilité politique, etc. Il n'est pas étonnant que l'archevêque de Santiago fasse siennes ces analyses. Les opinions critiques n'ont pas leur place dans la discussion publique, dominée par « la pensée unique » néolibérale. Le binôme El Mercurio/COPESA (Consortio periodístico de Chile) a fait une publicité efficace à ces idées force.

Un exemple de cette orgueilleuse argumentation des groupes dominants a été observé au cours d'un récent séminaire sur « Mondialisation économique versus morale », organisé par l'Union sociale des patrons et des cadres chrétiens (USEC) (El Mercurio, Economie et Affaires, vendredi 14 novembre 2003). A cette occasion, le cardinal a affirmé : « Il est insensé de se prononcer pour ou contre le phénomène de la mondialisation. Mais cela ne signifie pas la considérer d'un regard neutre » car elle oblige les peuples à passer à la modernité et à la technologie, abandonnant les anciens paramètres sans en trouver de nouveaux. Cela fait apparaître une asymétrie, parce que les pays les plus forts imposent les règles qui les favorisent. Dans le domaine des valeurs on en arrive à une colonisation où prévaut l'émancipation de

l'éthique et une tendance à changer la perception de l'être humain et de la famille. En termes économiques, elle agrandit la brèche entre les riches et les pauvres. En réponse, le chef d'entreprise Ricardo Claro (propriétaire de MEGA, entre autres entreprises) a réfuté et rejeté publiquement les opinions du cardinal. D'après Claro, si l'inégalité est le prix de la mondialisation, alors celui-ci est juste, car la pauvreté a été réduite : « Le grand problème de la pauvreté internationale ne survient pas avec la mondialisation, car les plus pauvres sont ceux qui restent en marge du commerce mondial. » « Les pays qui se sont globalement développés, comme le Chili, ont connu dans les années 90 un taux de croissance de 5% tandis que les non-mondialisés ont augmenté, au mieux, de 1,4%. »

On peut imaginer que ces opinions sont celles que l'on entend dans les milieux fréquentés par l'archevêque, parmi les autorités politiques, les chefs d'entreprises qui ont réussi, dans les couloirs du pouvoir.

Il n'est pas étonnant que, face à de telles convictions, la hiérarchie catholique paraisse céder aux « évidentes » certitudes qui s'exhibent tous les jours sous ses yeux.

Il y a peu de temps, lors d'une autre interview, un évêque catholique expliquait que, pour lui, l'économie était un mystère ineffable et que, par conséquent, il avait peu de choses à dire sur le sujet. Aussi n'est-il pas étonnant que, pour Mgr Errázuriz, la réussite chilienne soit « l'évidence du siècle ».

Le Chili est-il seul maître de son destin ?

Un autre avis du cardinal Errázuriz sur l'économie, moins commenté celui-là, est le suivant : « Ce qui le rend particulièrement fier, c'est que 30 ans auparavant, les Chiliens rendaient les gringos coupables de tous leurs maux et, aujourd'hui, ils ont compris que leur destin est entre leurs mains. »

A quoi fait-il référence dans cette phrase : « Rendre les gringos coupables de tous les maux » ? Le cardinal vise les théories de la dépendance, formulées dans les années 60 et 70 par différents chercheurs, avec des propositions et des accents différents, mais qui se rejoignent sur l'impossibilité, en Amérique latine, de formuler un projet de développement sans vaincre le caractère de dépendance de nos économies périphériques. Dans les années 80, sous l'influence du néolibéralisme, ces thèses furent abandonnées par les gouvernements latino-américains, y compris par quelques-uns des théoriciens qui les avaient eux-mêmes formulées, tel le président Cardoso au Brésil. Et ils tablèrent sur l'instauration de « relations charnelles » avec les Etats-Unis - l'expression est de Carlos Menen. L'échec de ces politiques est aujourd'hui patent. Le Chili est le seul pays qui a maintenu et approfondi l'interprétation néolibérale : celle-ci affirme que les clés du développement sont autonomes, sans relation de dépendance ou de subordination politique et économique des Etats. Le Brésil et l'Argentine progressent dans leur intégration au MERCOSUR [1], tablant sur la création d'un bloc régional fort. Le Venezuela s'oriente dans la même direction. Il est assez probable que la Bolivie rejoigne cette position. Le refus de l'ALCA (Aire de libre commerce des Amériques) s'étend. Au plan mondial, le surgissement du Groupe des 20 (G 20), en opposition aux 8 pays les plus développés (G 8) suppose un défi aux prétentions impérialistes de G. Bush. Bien plus que rendre les gringos coupables de tous les maux, l'Amérique latine a aujourd'hui acquis de nouveau la conscience qu'elle ne peut avoir son destin entre les mains sans rompre les chaînes d'un néo-colonialisme économique. Le Chili pourra-t-il consolider un projet de développement intégral et durable sans prendre en compte cette variable ? Sommes-nous réellement maîtres de notre propre destin comme le suggère l'archevêque ?

« L'évidence du siècle selon le citoyen de la rue »

Pour nous qui ne fréquentons pas les sphères du pouvoir, « l'évidence du siècle » ne paraît pas si évidente. Il est vrai que, depuis 1990, le Chili a vécu une période de grande stabilité politique et économique. Mais cette stabilité repose sur le caractère antidémocratique de la Constitution de 1980, avec le système binominal, les lois qui verrouillent ce système, les sénateurs désignés, etc. Sans cette armure juridique et institutionnelle, cette prétendue stabilité qui ne repose pas sur l'accord de la population, mais bien plutôt sur sa passivité résignée, serait bien différente.

Par ailleurs, la croissance économique de cette dernière décennie masque les coûts sociaux qui

n'apparaissent pas dans la presse. Qui sait comment vivent les travailleuses saisonnières qui ont réussi à diversifier l'agro-industrie chilienne ? Qui sait que leurs enfants, contaminés par les pesticides, naissent avec des déformations et des malformations génétiques ? Qui connaît la lutte des artisans pêcheurs contre les transnationales qui sont sur le point d'épuiser nos ressources marines ? Qui défend les ressources minières, exportées par les transnationales à très bas prix, et sans payer d'impôts ? Ces années-ci, la répartition de la rente a-t-elle changé ou empiré ? Les médias ne semblent pas accorder d'importance au fait que les 10% les plus pauvres de la population reçoivent 1,1% du revenu national alors que les 10% les plus riches en reçoivent 42,3%.

Le salaire de base est actuellement de 105 000 pesos [2]. Selon l'Institut national de statistiques (INE), le panier de base de la ménagère et les services coûtent environ 40 000 pesos [3] par personne et par mois. Si l'on fait le calcul, il faut au moins 125 000 [4] pesos à une famille de 4 personnes pour subvenir à ses besoins. « Le seuil de satisfaction minimal pour un foyer de deux adultes et deux enfants est de 125 000 pesos per capita, chiffre qui prend en compte les besoins d'une personne d'aujourd'hui depuis l'alimentation et les vêtements jusqu'aux loisirs, en passant par la santé et l'hygiène, les transports, le nettoyage, le logement et l'énergie. » (Claude M., *Determinación del nuevo umbral de la prueba para Chile*, (Détermination du nouveau seuil de pauvreté pour le Chili) Fundación Terram. Santiago. Chile. 2002). En accord avec ces statistiques, une analyse cohérente de la pauvreté au Chili devrait ranger dans cette catégorie 80% de la population. La CUT (Confédération unitaire des travailleurs) a fait une série de tentatives pour monter ce chiffre à 138 600 pesos [5], en incluant deux bons supplémentaires pour les déplacements et la scolarité. Pourtant, le ministre des finances, Nicolas Eyzaguirre, n'a offert que 5 000 pesos [6] d'augmentation. Paradoxalement, la UDI [7] a aussi sa contre-proposition : supprimer le salaire minimum et que chacun touche ce qu'il pourra (« Salaire minimum : il n'est pas conseillé de l'augmenter », Rosanna Costa, *Libertad y desarrollo* (Liberté et développement), 25 avril 2003).

Mais qu'importe d'avoir des salaires si bas, s'il y a des cartes avec lesquelles s'endetter ? On calcule que les familles chiliennes possèdent en moyenne trois cartes de chaînes commerciales sur lesquelles elles accumulent des dettes supérieures à 300 000 pesos [8]. Ce chiffre dépasse le niveau actuel des revenus, puisque chaque mois ils doivent bien souvent rembourser trois fois leur salaire, ce qui les oblige à renégocier leurs dettes.

Peut-on considérer comme une réussite un modèle où plus de 80% des exportations sont basées sur des ressources naturelles sans traitement ni élaboration ? Est-ce un modèle de réussite celui qui investit les excédents de l'économie qu'il génère dans la consommation somptuaire de biens de luxe et non dans la santé, l'éducation, le développement des connaissances, le soutien de la capacité productive d'un pays ? Dans un modèle de profits capitalistes, comme le nôtre actuellement, les coûts sont transférés sur les citoyens et les bénéfices gaspillés par une minorité prodigue.

Finalement, pour beaucoup cette analyse est l'expérience vécue au quotidien. Ce qu'il faut à l'archevêque de Santiago, semble-t-il, c'est plus de contacts avec le Chili réel et moins de séminaires avec les chefs d'entreprise.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2748.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Pastoral Popular](#), mars-avril 2004.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Marché commun du Sud, comprenant à part entière l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay et comme associés le Chili et la Bolivie.

[2] Environ 140 euros.

[3] Environ 53 euros.

[4] Soit 165 euros.

[5] 185 euros.

[6] 7 euros.

[7] Union démocrate indépendante, parti de droite.

[8] Environ 400 euros.